

ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE 2017

Macron s'installe, le PS perd pied

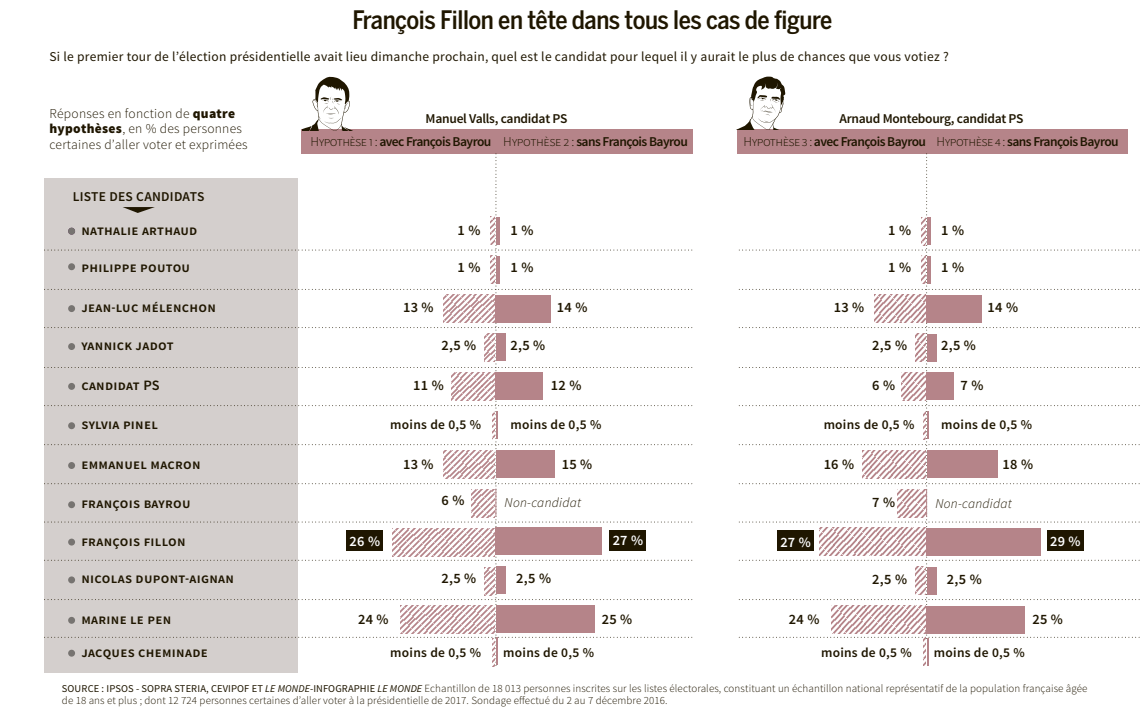
Selon l'enquête mensuelle Cevipof-Ipsos- « Le Monde », l'ex-ministre devance tous les candidats de gauche

À moins de cinq mois du premier tour de l'élection présidentielle, la nouvelle vague de l'enquête électorale du Centre de recherche de Sciences Po (Cevipof), réalisée en partenariat avec Ipsos-Sopra Stéria et Le Monde, constitue un point d'étape important. Menée du 2 au 7 décembre auprès d'un panel de 18 013 personnes (dont 12 724 certaines d'aller voter), elle intervient après la désignation de François Fillon lors de la primaire de la droite et après l'annonce par le chef de l'Etat qu'il ne briguerait pas un second mandat. Trois acteurs importants – François Hollande, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé – sont donc désormais hors jeu et l'offre électorale commence à se décanter sérieusement.

Premier constat, l'intérêt pour l'élection du printemps 2017 augmente sensiblement depuis un mois. 81 % des personnes interrogées (en hausse de 7 points) se disent intéressées par ce scrutin et plus de la moitié (52 %, +10 points) expriment beaucoup d'intérêt. Cette évolution est due, à l'évidence, à la mobilisation provoquée par la primaire de la droite puisque 92 % des électeurs proches du parti Les Républicains se disent intéressés par l'élection présidentielle à venir.

Le deuxième constat porte sur celui qui est désormais le champion de la droite. Quel que soit le candidat socialiste (Manuel Valls et Arnaud Montebourg sont testés dans cette enquête), et que François Bayrou soit présent ou non dans la compétition, François Fillon s'installe à la première place : selon les cas de figure, il est crédité de 26 % à 29 % des intentions de vote. Il est en position de force, en particulier, chez les plus de 65 ans (+14 points par rapport à la moyenne), chez les agriculteurs, professions indépendantes

Fillon est en position de force chez les plus de 65 ans, les cadres supérieurs et les personnes les plus aisées



et cadres supérieurs, chez les personnes les plus aisées (+ de 3500 euros de revenus net du foyer) et chez les catholiques, notamment les pratiquants réguliers. Dans toutes les hypothèses, il devance la candidature du Front national de 2 à 4 points.

Mélenchon stable à 13-14 %

Toutefois, en dépit de l'élan produit par son large succès à la primaire, François Fillon est en position moins dominante que ne l'était Alain Juppé dans les précédentes enquêtes. Le maire de Bordeaux était crédité dans toutes les hypothèses de plus de 30 % des intentions de vote. Ce n'est pas le cas du candidat désigné de la droite. Le constat est d'autant plus symptomatique que Marine Le Pen, très absente du débat pu-

blic ces dernières semaines, est en baisse significative (de 2 à 5 points) par rapport au mois de novembre selon les différentes hypothèses de candidature à gauche ou centrée : depuis mars, elle se situait entre 27 % et 30 %, elle se trouve aujourd'hui entre 24 % et 25 %.

Cette érosion des intentions de vote en faveur des candidats de droite et d'extrême droite ne profite en rien aux socialistes. Dans cette enquête réalisée pour l'essentiel avant sa déclaration de candidature, Manuel Valls est crédité de 11 % à 12 % selon que Bayrou est présent ou non, en baisse de 1 à 2 points par rapport à novembre ; Arnaud Montebourg ne recueille, pour sa part, que 6 % à 7 % des intentions de vote. La prochaine vague de l'enquête, en jan-

Marine Le Pen, absente du débat public ces dernières semaines, est en baisse significative

vier à la veille de la primaire de la gauche, permettra de prendre une mesure plus pertinente du potentiel des candidats socialistes, Benoît Hamon et Vincent Peillon compris.

Pour sa part, la situation de Jean-Luc Mélenchon est stable, autour de 13 % à 14 %. Le grand bénéficiaire de ces dernières

semaines est manifestement Emmanuel Macron. Menée après sa déclaration de candidature fin novembre mais avant sa démonstration de force, le 10 décembre à Paris, l'enquête du Cevipof est éloquent. L'ancien ministre de l'économie était crédité, à la mi-novembre, de 10 % des intentions de vote. Désormais, il recueille 13 % à 15 % des votes virtuels si Valls est le candidat socialiste et jusqu'à 18 % si c'est Montebourg.

Macron investit le centre

Le profil de son électorat est assez équilibré : plus jeune que la moyenne, mais pas insignifiant chez les plus de 65 ans, attirant davantage les cadres supérieurs et professions intermédiaires, mais loin d'être absent dans les catégo-

ries populaires, et très équitabement réparti en fonction du revenu du foyer. Mais c'est sur le plan politique qu'Emmanuel Macron semble en passe, pour l'heure, de donner consistance à sa stratégie.

Ainsi, parmi les personnes qui se situent « plutôt à gauche », il recueille 20 points de plus que son résultat moyen, de même chez ceux qui se situent au centre (13 points de plus) ou « plutôt à droite » (11 points de plus). En revanche, il est absent ou presque chez les « très à gauche » et surtout « très à droite ». Bref, il a investi le centre de l'échiquier politique et en tire actuellement le meilleur profit. Reste à vérifier la consistance de cette dynamique dans la durée. ■

GÉRARD COURTOIS

Pour les socialistes, un bilan économique difficile à assumer

Selon l'étude du Cevipof, 37,7 % des électeurs considèrent que la situation du pays s'est dégradée « depuis l'arrivée de François Hollande »

En annonçant le 2 décembre qu'il n'était pas candidat à succession, François Hollande a non seulement bouleversé les pratiques de la V^e République mais surtout introduit une incertitude sur l'attribution de la responsabilité du bilan économique de ces cinq dernières années. Le candidat socialiste parviendrait-il à s'affranchir des réussites et échecs de la politique économique du président ?

Car une chose est certaine, l'économie reste un enjeu prédominant au moment de la décision électorale. Cela fait 50 ans que le politiste américain Vladimir Key mettait en évidence dans son ouvrage *The Responsible Electorate* (Harvard University Press, 1966) que les élections prennent la

forme de référendum sur le bilan économique du sortant. Les électeurs récompensent les bonnes performances et sanctionnent les mauvaises. Une telle attitude rétrospective était-elle en mesure de menacer les chances de victoire de M. Hollande lors de la primaire à gauche et plus largement lors de l'élection présidentielle ?

L'enquête du Cevipof avec Ipsos-Sopra Stéria s'est intéressée au jugement des Français sur l'action présidentielle en distinguant deux dimensions : la situation du pays et la situation individuelle des électeurs. Dans le premier cas, appelé vote sociotopique, les électeurs ont tendance à retenir l'évolution du pays comme critère décisif. Dans le second cas, qualifié de vote égotropique, les élec-

teurs insistent sur l'évolution de leur propre situation matérielle.

En interrogeant au hasard deux groupes de 9 000 personnes chacun, deux résultats s'imposent. D'une part, au cours des douze derniers mois, seuls 0,3 % des Français considèrent que la situation de la France s'est fortement améliorée et 32,1 % pensent qu'elle s'est fortement détériorée. D'autre

part, sur la même période, 1,3 % notent une nette amélioration de leur propre situation matérielle et 13,2 % une forte dégradation. La différence de perception sur l'état du pays renforce l'idée selon laquelle le choix des électeurs est avant tout motivé par des considérations sociotopiques.

De moins en moins égoïste

Derrière cet écart de près de 20 points, le bilan économique ne peut être tenu pour seul responsable du jugement sévère des Français vis-à-vis du quinquennat. Il s'agit plutôt d'un contexte général lié tant aux perspectives d'avenir qu'au climat de sécurité intérieure.

Pour répondre plus finement à la question de l'attribution de la

responsabilité de M. Hollande, nous avons interrogé au hasard deux autres échantillons de 9 000 personnes pour lesquelles nous avons légèrement modifié la formulation des questions en leur demandant comment « depuis l'arrivée de François Hollande... » la situation avait évolué. Sans surprise, 21,1 % perçoivent une forte dégradation de leur situation personnelle depuis l'élection de M. Hollande (contre 13,2 % depuis 12 mois) et 37,7 % considèrent que l'état du pays s'est substantiellement détérioré (contre 32,1 % depuis douze mois). Bien que le propos ne consiste pas ici à établir un lien irréfutable de cause à effet, il n'en reste pas moins que M. Hollande est tenu davantage responsable du bilan négatif.

Si le célèbre slogan « *It's the economy, stupid!* » prononcé par James Carville, conseiller de Bill Clinton lors de la campagne présidentielle américaine en 1992, résonne encore à chaque élection nationale, la place de l'économie renvoie certes à une posture par trop fantasmagorique de cet enjeu mais aussi à une perception de moins en moins égoïste des électeurs Français sur leurs attentes économiques. Dans l'hypothèse d'une victoire de M. Valls à la primaire socialiste, la tâche s'annonce ardue pour l'ex-premier ministre car il devra faire preuve d'ingéniosité pour se disocier d'un bilan sociotopique peu avantageux. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Dans l'hypothèse d'une victoire de Manuel Valls à la primaire, la tâche s'annonce ardue pour lui

Touchez pas à la « Sécu » !

Une grande majorité de Français (71 %) reste attachée à cette institution

Opinion sur les notions d'économie

Quelle est votre opinion personnelle sur chacun des mots suivants ? Dites pour chaque mot s'il vous semble positif, négatif ou ni positif, ni négatif

Mots	EN % DES PERSONNES INTERROGÉES			OPINIONS POSITIVES SELON LA SYMPATHIE PARTISANE						
	Positif	Négatif	Ni positif, ni négatif	FG	PS	EN MARCHÉ !	MODEM	UDI	LR	FN
Sécurité sociale	71	16	13	83	85	83	83	76	65	56
Services publics	52	26	22	76	70	57	60	47	37	40
Europe	39	36	25	32	60	54	59	63	45	10
Protectionnisme	29	38	33	26	21	21	26	21	30	47
Libéralisme	27	37	36	12	19	35	23	47	49	27

La « Sécu » d'abord – et loin devant –, les services publics ensuite : telles sont les deux notions auxquelles les Français se disent les plus attachés, parmi la dizaine qui leur ont été soumises dans la neuvième vague de l'enquête électorale menée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en collaboration avec *Le Monde* et réalisée par Ipsos-Sopra Steria. Les 18 013 personnes interrogées – du 2 au 7 décembre – ont été invitées à porter une appréciation (« positive », « négative », ou ni l'une ni l'autre) sur chacune d'entre elles.

Il en ressort que la Sécurité sociale est une notion positive pour 71 % des sondés, négative pour seulement 16 % d'entre eux. Suivent les services publics (52 %/26 %), l'Europe (39/36), la nationalisation (31/33), le protectionnisme (29/38) et le libéralisme (27/37). Le profit (24/45), la mondialisation (14/54) et, assez logiquement, le licenciement (3/79)

ferment la marche. Voilà pour l'appréciation portée en moyenne par l'ensemble de l'échantillon.

On mesure, s'agissant de la Sécu, la très forte sensibilité des Français au champ de la réforme qu'avait annoncée François Fillon pendant la campagne de la primaire de la droite. Et l'on comprend pourquoi le candidat à l'élection présidentielle s'est efforcé de rectifier le tir, après que plusieurs cadres de son parti l'eurent alerté à ce sujet. Quasiement les deux tiers (65 %) des sympathisants LR jugent de façon positive la Sécurité sociale. Ils sont sensiblement moins qu'à gauche (85 % en moyenne), mais bien assez nombreux pour grossir les rangs d'une potentielle contestation.

Les autres notions testées dans ce sondage font apparaître de forts clivages selon la proximité partisane. Sans surprise, les services publics sont nettement plus plébiscités à gauche (73 %) qu'à droite (41 %). Les sympathisants

d'En marche!, le mouvement d'Emmanuel Macron, sont exactement à mi-chemin : ils sont 57 % à trouver « positive » cette notion. L'Europe s'attire les faveurs (relatives) du noyau central de l'échiquier politique : les sympathisants UDI (63 %), PS (60 %), MoDem (59 %), EELV (59 %) sont proportionnellement les plus nombreux à lui porter spontanément un jugement positif. Cet avis n'est partagé, en revanche, que par un tiers des proches de l'extrême gauche et du Front de gauche, et 10 % seulement de ceux du Front national.

La singularité d'En marche !

C'est aux extrêmes que les mots « nationalisation » et « protectionnisme » recueillent le plus d'avis favorables. A l'extrême gauche (43 %) et au Front de gauche (49 %) pour le premier ; au Front national (47 %) pour le second. Cette notion de protectionnisme, qui est la toile de fond de la campagne d'Arnaud Montebourg, ne

recueille que 22 % de jugements positifs parmi les sympathisants de gauche (26 % au Front de gauche, 21 % au PS).

Les autres items proposés – « libéralisme », « profit », « mondialisation » –, qui arrivent en queue de peloton, sont bien sûr accueillis plus favorablement à droite qu'à gauche. Près de la moitié des sympathisants de droite (49 % des LR, 47 % des UDI) perçoivent le libéralisme comme une notion positive ; un avis partagé par seulement 16 % à gauche.

Sur ce point comme sur d'autres, ceux qui affichent leur proximité avec le mouvement lancé par Emmanuel Macron font preuve de singularité. Ils sont plus d'un tiers (35 %) à juger positive la notion de libéralisme, à peine moins (33 %) à avoir la même perception du profit. Et ils sont, à égalité avec les sympathisants de l'UDI, les plus nombreux (23 %) à accueillir favorablement le mot « mondialisation ». ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

« Manuel Valls a désarticulé la gauche »

Arnaud Montebourg s'en prend à la politique « libérale autoritaire » de son rival à la primaire

ENTRETIEN

Arnaud Montebourg, candidat à la primaire à gauche, était mardi 13 décembre, invité du petit-déjeuner Cevipof-Ipsos-*Le Monde*.

Arnaud Montebourg, selon notre enquête, votre score à la présidentielle est estimé entre 6 % et 7 % des intentions de vote...

Gerhard Schröder disait : « Certains gagnent les sondages, moi je préfère gagner les élections. » C'est une analyse assez juste. Si on écoute la vision des enquêteurs, il n'y a plus de politique. Il n'y a plus de débat public sur les orientations. J'ai fait une primaire il y a cinq ans entre 0 % et 2 % et j'ai fini à 17 %. Je ne travaille pas avec l'opinion telle qu'elle est, j'essaie de la convaincre. C'est pourquoi je ne commente jamais les sondages.

Qu'est-ce qui vous éloigne de Manuel Valls ?

On a un énorme problème avec M. Valls sur la question démocratique. Sa politique a été, si je le résume, libérale autoritaire. Le système libéral a besoin d'autoritarisme pour s'imposer : le 49,3, etc. Les deux points, libéral et autoritaire, ça pose quand même d'énormes problèmes. L'épisode de la loi travail est un exemple. Après, il y a eu la déchéance de nationalité. Ça a désarticulé la gauche.

Nous avons publié dans « Le Monde » daté du 13 décembre un appel des ministres des affaires sociales à réformer la directive sur les travailleurs détachés. Êtes-vous favorable au démantèlement de cette règle ?

Pour nous, le préjudice est énorme. Un rapport parlementaire évalue entre 200 000 et

500 000 le nombre de travailleurs détachés sur notre territoire. C'est le dumping social à domicile. On a 5 millions de chômeurs. On accepte que des grands groupes comme Vinci rangent les petits marchés partout sur le territoire et recrutent ensuite massivement en Roumanie, en Pologne leurs employés, les paient 50 % moins cher, et prennent leurs marchés à toutes les PME, qui font faillite.

Sur l'Europe, quelle est votre différence avec Marine Le Pen, qui est aussi contre l'UE ?

Je suis, en ce qui me concerne, favorable à la restructuration de l'Union européenne et son sauvetage. Je ne veux pas la fin de l'euro, je ne veux pas que mon pays connaisse la destruction de l'économie à laquelle aboutirait la fin de l'euro. J'avais fait évaluer, lorsque j'étais à Bercy, ce qu'il se passerait

si nous perdions l'euro par des stratégies de sortie désordonnée ou même ordonnée, et nous en étions à moins 12 % du PIB de la France, ça veut dire que le pays est ruiné. La stratégie de M^{me} Le Pen est destructrice. La mienne est constructive.

Qu'est-ce qui vous sépare de Jean-Luc Mélenchon ?

Je n'ai pas la radicalité qui est la sienne. Ce qui m'intéresse, ce sont des projets réalisables et réalistes. Que les réformes qu'on fait soient durables, qu'elles recueillent l'adhésion, qu'on construise des compromis. Je ne suis pas pour l'affrontement des uns contre les autres, je suis pour la réunification des Français. La radicalité l'en empêche. C'est le point de divergence avec Jean-Luc Mélenchon. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Bernard Cazeneuve imprime sa marque

Dans son discours de politique générale, le premier ministre a gagné l'écoute des députés

Nommé premier ministre le 6 décembre par François Hollande après la démission de Manuel Valls, Bernard Cazeneuve s'est soumis, mardi 13 décembre, à l'exercice obligé – mais non obligatoire – de la déclaration de politique générale. Cela aurait pu être une simple formalité mais, dans ce discours de quarante-cinq minutes et, plus encore, dans sa réponse aux orateurs de chaque groupe, s'est révélé un chef de gouvernement qui, pour être conscient de la brièveté de son bail à Matignon, n'en est pas moins déterminé à imprimer sa marque dans les cinq mois qui vont précéder l'élection présidentielle.

Cela fait bien longtemps que les bancs de la gauche ne s'étaient pas levés à l'unisson pour applaudir le chef du gouvernement. M. Cazeneuve a su, par-dessus avec force, tantôt avec gravité et quelques traits d'humour, imposer son style et gagner l'écoute d'une large partie de l'Hémicycle. A la fin de sa réponse, il a même été applaudi par les députés communistes et une partie des centristes de l'UDI qui, pourtant, ont voté contre sa déclaration de politique générale. Celle-ci a été approuvée par 305 voix contre 239. La dernière fois que M. Valls avait engagé la confiance de son gouvernement, le 16 septembre 2014, il avait recueilli 269 voix contre 244.

« Je sais que cette mission sera brève, mais je veux l'exercer pleinement », a d'emblée posé M. Cazeneuve. On a vite compris, cependant, que l'essentiel de sa tâche consisterait à défendre le bilan et les acquis de ce quinquennat et à pourfendre le programme porté par le candidat de la droite. Annonçant de nouvelles mesures dès le début 2017 en faveur de l'accès aux soins dans les territoires et pour le remboursement des soins dentaires, il défend ainsi la généralisation du tiers payant, qui « s'imposera rapidement comme un immense progrès pour tous ».

Interjections

« Quand certains, dans cet hémicycle, se situent dans une perspective de déremboursement des dépenses de santé, mon gouvernement, lui, agit inlassablement pour renforcer le droit de nos concitoyens à se faire soigner », insiste-t-il, citant directement François Fillon. Qu'il interpelle de nouveau sur sa proposition de « supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires » : « C'est remettre tout simplement en cause la capacité de l'Etat à assumer ses missions les plus élémentaires », pilonne-t-il. Avant d'asséner : « On peut réformer sans abîmer et moderniser sans détruire », ce qui pourrait bien être un des thèmes de la campagne à venir.

Face à une droite qui multipliait les interjections sans parvenir à le déstabiliser, M. Cazeneuve achevait son discours par un appel au respect, « le respect qui proscriit le cynisme, qui proscriit le mensonge, qui proscriit les postures, la vio-

«Soyez fiers de ce qui a été fait au cours des cinq dernières années. Nous avons fait au mieux»

BERNARD CAZENEUVE
premier ministre

lence et les outrances ». « Le respect que l'on doit aussi à ceux qui ne sont pas nés ici mais qui ont choisi la France, respectent ses lois et contribuent, par leur travail et par leur talent, à sa prospérité », concluait-il sous les applaudissements de la gauche.

Dans sa réponse aux orateurs de l'opposition, notamment au réquisitoire sans nuance de Christian Jacob, le président du groupe Les Républicains, M. Cazeneuve se montre encore plus vigoureux. Il rappelle d'abord la droite à son propre bilan, mettant en regard les résultats en matière de gestion des finances publiques, et fustige la violence des propos tenus à son encontre. « Je vous le dis, ce que vous vous autorisez avec moi, jamais je ne me l'autoriserai, aucun responsable de votre sensibilité qui pourrait demain avoir la responsabilité de notre pays. Jamais, s'insurge-t-il. Nous avons besoin d'une autre manière de faire de la politique. Le pays a besoin de républicains de droite et de gauche qui se respectent. »

Mais il se tourne aussi vers la gauche de l'hémicycle et, en particulier, vers le député communiste André Chassaigne, en le mettant en garde. « Si nous ne sommes pas capables de faire la différence entre la droite et la gauche, prévient-il, il se peut que les Français n'aient plus le choix qu'entre la droite et l'extrême droite. » Avant, enfin, de s'adresser à sa majorité : « Soyez fiers de ce qui a été fait au cours des cinq dernières années. Nous avons fait au mieux ce que nous estimions devoir faire. » Il lui reste cinq mois pour arriver à en convaincre les électeurs. ■

PATRICK ROGER

Olivier Faure prend la tête du groupe PS

Le député de Seine-et-Marne Olivier Faure a été élu, mardi 13 décembre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il succède à Bruno Le Roux, nommé ministre de l'intérieur. Ce proche de Jean-Marc Ayrault l'a emporté, par 137 voix contre 120, face au numéro deux du PS, Guillaume Bachelay, qui faisait figure de favori. Cette élection sonne comme un revers pour Manuel Valls, dont les soutiens s'étaient mobilisés en faveur du député de la Seine-Maritime. Sitôt élu, M. Faure a affirmé son « impartialité » dans la primaire à gauche à venir, disant refuser de participer au « jeu du "tout sauf..." ».

france culture
TRUMP : LES HOMMES DU PRÉSIDENT
JEUDI 15 DÉCEMBRE 7H-9H
LES MATINS / GUILLAUME ERNER ET LA RÉDACTION
Écoutez, réécoutez et podcastez les émissions sur franceculture.fr